

Titre	Réunion du GVI - 8 avril 2014
Description	Projet de relevé de décisions
Éditeur	République française. Office national de l'eau et des milieux aquatiques.
Créateur	Janik MICHON & Anne MACAIRE - Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau
Date	2014-04-28
Version	Version 0.1
Référence	Réunion GVI du 8 avril 2014 : http://www.reseau.eaufrance.fr/evenement/2014-04-08/gt/groupe-valorisation-information
Statut	Soumis pour compléments et validation aux membres présents à la réunion

Présents : Pierre-Olivier LAUSECKER (AE Rhin-Meuse), Laurent GASNIER (AE Rhône-Méditerranée & Corse), Martine GHIDINI (DREAL DB Rhône-Méditerranée), Thérèse RIVIERE (DREAL DB Artois-Picardie), Nicolas HANNETEL (AE Seine-Normandie), Estelle DALLERY (AE Seine-Normandie), Anne-Lise BELLANCE (ODE Martinique), Véronique DEMANGE (DEAL Martinique), Stéphanie LARONDE (OIEau), Christian JOURDAN (MEDDE/DEB), René LALEMENT (Onema/DCIE), Laurent COUDERCY (Onema/DCIE), Maëlle DECHERF (BRGM/Pôle INSIDE), Priscillien TABUZZO (Onema/DCIE), Anne MACAIRE (Onema/DCIE), Janik MICHON (Onema/DCIE)

Excusés : Amélie VLANDAS (AE Artois-Picardie), Bruno CAPDEVILLE (DREAL DB Loire-Bretagne), Nathalie MOULARD (AE Loire-Bretagne), Gaëlle DERONZIER (Onema/DCIE), Céline PIQUIER (Onema/DICOM), Laurent BRETON (Onema/DCIE), Aurélie DUBOIS (MEDDE/SOeS), Laurence CHERY (BRGM)

Préambule

1. Pour rappel, tous les documents relatifs à la réunion du GVI sont accessibles ici : <http://www.reseau.eaufrance.fr/evenement/2014-04-08/gt/groupe-valorisation-information>

Présentation du *Plan d'actions d'accès aux données*

2. Le CNE a adopté le *Plan d'actions d'accès aux données* en décembre 2013, en réponse notamment – sur la partie « données » - à la *Feuille de route pour la transition écologique* fixée en septembre 2013. Ce plan met l'accent sur la nécessité d'une meilleure accessibilité et compréhensibilité des données, notamment au travers d'un « point d'accès unique aux données » accessible depuis le portail www.eaufrance.fr.
3. Ce dernier, qui a vu le jour en 2005, a bénéficié d'une refonte graphique en 2008 et de mises à jour importantes de contenus en 2009. Depuis il est alimenté régulièrement en publications, chiffres-clés, actualités, mais son ergonomie ainsi que l'accès aux données restent limités. Pour répondre aux objectifs du *Plan d'actions d'accès aux données*, le site www.eaufrance.fr doit bénéficier d'une refonte complète, où l'accès aux données doit être le point d'entrée principal.
4. Par ailleurs, les services offerts par *Eaufrance* sont aujourd'hui mal connus. Le plan d'actions met en avant la nécessité de mieux et davantage communiquer autour des projets d'accès aux données.

Nouveautés sur la toile [eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr)

5. Pour améliorer *a minima* l'accès aux informations du site *Eaufrance* actuel, une refonte de la page d'accueil est en cours de réalisation. Cette dernière sera mise en ligne le 15 avril 2014. Au sein de cette page d'accueil, de grands blocs permettront notamment d'identifier les sites selon les thématiques qu'ils couvrent : eau et milieux aquatiques, usages de l'eau, gestion et politique de l'eau. La page présentera également un espace dédié aux différents outils du SIE : Sandre, Portail documentaire, Glossaire, etc. La décision de promotion de tel ou tel site ou outil (le SEEE, par exemple) relève du groupe-projet correspondant.
6. Le site *Sandre* sera équipé d'un moteur de recherche plus fiable et plus efficient. Les spécifications sont en cours de rédaction. La mise en ligne est prévue pour l'automne 2014.

7. Le *Glossaire* est multilingue – français, anglais, espagnol - depuis février 2014. Les plug-in qui permettent l'alimentation des autres sites doivent être mis à jour pour intégrer le multilinguisme. La mise à jour est prévue cet été, de manière à ce que les plug-in soient disponibles en septembre pour les partenaires. Avant l'été, l'OIEau, chargé de cette mise à jour, va donc enquêter auprès des partenaires pour lister les CMS et versions actuellement utilisés.
8. La mise en place d'un portail de diffusion www.naiades.eaufrance.fr (dont l'objectif est de servir un public expert) est en cours de réflexion. Il sera disponible d'ici la fin de l'année 2014. Sans proposer d'interfaces de requêtage (du moins dans cette première version), il permettra la mise à disposition de jeux de données issus de la banque Naïades, dès lors qu'elles seront disponibles. La mise à disposition de certaines données de Naïades à destination d'un public plus novice se fera via d'autres interfaces, notamment le « point d'accès unique aux données » présent sur le site www.eaufrance.fr.
9. Le *bassin Guadeloupe* et la *banque BNPE* devraient également bénéficier de portails de diffusion cette année.
10. Enfin, en 2013, 4 leaflets d'accompagnement de sites web ont été réalisés sur le *Glossaire*, le site *Quadriège*, le site *ADES* ainsi que sur les *Portails de bassin*.

Refonte du portail Eaufrance

11. Le cadre de référence du portail *Eaufrance* s'appuie sur 4 principes essentiels :
 - apporter une information adaptée aux 3 publics cibles identifiés : le public novice, le public averti et le public expert ;
 - donner la priorité à l'accessibilité et la lisibilité des informations, notamment par une ergonomie fluide, mais également un moteur de recherche efficient ;
 - apporter de nouvelles données et informations jusqu'ici manquantes ;
 - optimiser l'articulation de différentes interfaces (existantes ou à venir) et entre elles - notamment, le BSH, data.eaufrance, les « données près de chez moi », la cartographie d'indicateurs, les contenus pédagogiques - et avec l'ensemble des sites de la toile eaufrance.fr

Les membres du GVI reconnaissent les publics cibles identifiés (le bassin Artois-Picardie confirme d'ailleurs que l'enquête menée chaque été remonte les mêmes informations). Ils signalent par ailleurs que si l'ajout sur le site d'un moteur de recherche plus efficient est important, c'est surtout le bon référencement des pages qui assure de bons résultats de recherche en dehors du site (via Google, par exemple).

12. De manière générale, les membres du GVI s'interrogent sur les impacts potentiels de la refonte du portail sur les autres sites de la toile eaufrance.fr, et demandent des précisions sur les modalités de mise en œuvre des modifications qui seront identifiées. Le co-pilotage du projet par l'Onema et l'AE Rhin-Meuse doit notamment assurer la prise en compte des spécificités des bassins.

Focus « BSH » (une des interfaces du futur portail Eaufrance)

13. Le BSH est réalisé à plusieurs échelles : région, bassin, France. Le BSH national est consolidé par l'OIEau avant mise en ligne sur le portail www.eaufrance.fr ; chaque BSH ultra-marin est consolidé par le BRGM. Sur le portail *Eaufrance* actuel, comme sur le portail de bassin Artois-Picardie, le BSH draine le public le plus important en nombre (et probablement le plus fidèle).
14. Pour autant, ce public utilisateur est méconnu. Le groupe-projet BSH national, qui se réunit une fois par an (prochaine réunion prévue pour janvier 2015) évoquera une refonte probable du BSH, et sur le fond (nouveaux indicateurs ?) et sur la forme (web et papier ?). Pour accompagner cette réflexion, une enquête sera menée via le portail *Eaufrance* pour identifier les utilisateurs du BSH national et répondre au mieux à leurs attentes. Les bassins qui auraient déjà mené ce type d'enquête sont invités à contribuer à cette

enquête, soit par transmission de leurs résultats, soit par contribution directe aux réflexions.

Focus « Données près de chez moi » (autre interface du futur portail Eaufrance)

15. Dans sa première phase de maquettage et de réalisation d'un prototype, le projet est mené par le pôle INSIDE (Onema/BRGM). Il poursuit 3 objectifs :

- apporter des informations simples et synthétiques au public novice, sans lui demander d'entrer dans la complexité de l'organisation des données du SIE (en concentrant l'information sur les données les plus demandées) ;
- l'inciter à aller plus loin (et renvoyer au reste de la toile eaufrance.fr) ;
- présenter des informations sourcées et datées.

Il s'appuie sur une démarche spécifique :

- partir des préoccupations des citoyens pour ensuite dérouler l'information (à travers des pages web portant sur une information en particulier, appelées « sujets nodaux ») ;
- privilégier l'entrée géographique locale : pour l'administratif, la commune ; pour l'hydrographie, la rivière (ou le lac, cela reste à préciser).

Les membres du GVI confirment l'intérêt de proposer à l'internaute l'entrée communale et l'entrée hydrographique locale. Ils soulignent néanmoins les difficultés techniques de mise en œuvre du chainage de ces informations.

16. Dans l'interface, plusieurs cheminements sont envisageables :

- option 1 : QUI (quel type d'utilisateur) ;

Bien qu'intéressante, les membres du GVI soulignent la difficulté de mise en œuvre de cette option : difficulté à établir une typologie d'utilisateurs, risque d'exclure toujours un ou plusieurs usagers.

- option 2 : QUOI (quelle thématique) ;

Les membres du GVI soulignent l'intérêt de cette option, surtout si le point d'entrée est graphique (par exemple, le schéma des petit et grand cycle de l'eau, comme présenté dans le diaporama). Elle a l'avantage d'être comprise par tous et d'être facilement connectée aux autres interfaces du futur portail *Eaufrance* (la notion de thématique est toujours présente). Les bassins adoptent d'ailleurs déjà ce cheminement dans leur portail : QUOI/OÙ (pour Artois-Picardie, par exemple), OÙ/QUOI (pour Rhin-Meuse). Ces deux bassins transmettront les enquêtes et/ou maquettes réalisées à ce sujet, de manière à nourrir les réflexions du pôle INSIDE. Le bassin Rhône-Méditerranée et Corse vient également de mettre en production un équivalent « Données près de chez moi » : <http://sierm.eaurmc.fr/l-eau-pres-de-chez-vous>.

- option 3 : OÙ (quelle commune, quelle rivière) pour tout obtenir directement, via une page de type « portrait ».

Les membres du GVI soulignent l'intérêt de cette entrée, qu'ils estiment pouvoir être complémentaire de la précédente.

De manière générale, les membres du GVI soulignent l'intérêt d'une démarche alliant option 2 et option 3. Ils indiquent également que si l'idée de schéma interactif (des petit et grand cycle de l'eau) demeure, il conviendra de bien rendre compte de l'aspect continental et littoral du périmètre.

17. Quel que soit le mode de cheminement adopté, l'internaute parviendra à une page descriptive d'un « sujet nodal », qui, outre son cœur de page, présentera une série de liens permettant de naviguer dans l'interface (changer de commune, changer de thématique, changer de type d'utilisateur, etc.) ou dans la toile eaufrance.fr. Le cœur de page peut être pensé de plusieurs manières :

- option 1 : un sommaire interactif permettant d'accéder à tous les chiffres-clés du sujet nodal ;
- option 2 : une visualisation graphique directe, même si sommaire, des différents chiffres-clés du sujet nodal (renvoyant vers chaque page descriptive de sujet nodal) ;
- option A : une place importante accordée aux chiffres-clés (au centre) et une place moindre pour les éléments de contexte (sur un côté, par exemple) ;
- option B : une place plus importante accordée aux éléments de contexte ou de pédagogie.

De manière générale, les membres du GVI soulignent l'intérêt d'une combinaison option 2 / option A : les chiffres-clés doivent être les éléments les plus rapidement accessibles et les plus visibles.

18. Les pages de sujets nodaux présenteront, selon les informations disponibles, outre le chiffre-clé (avec indication de sa source et de sa date de validité), des informations de comparaisons (chiffre-clé sur les communes alentour, position par rapport à un seuil réglementaire, représentation cartographique, variation temporelle, ...), mais aussi des éléments pédagogiques (calcul du prix d'un bain ou d'une douche selon le prix de l'eau à la commune, ou explication de la répartition des coûts dans le prix de l'eau). Elles permettront également d'aller plus loin : en renvoyant soit vers des pages de sujets connexes, soit vers des pages thématiques plus détaillées, soit vers les sites thématiques spécifiques.
19. Les membres du GVI évoquent l'intérêt que les pages nodales abritent des informations concernant les interlocuteurs incontournables à un niveau local. Ces informations devront pouvoir répondre à des questions du type : « j'ai un problème avec ma facture d'eau, qui dois-je contacter ? », « j'ai constaté une pollution, à qui puis-je en faire part ? », ...
20. L'accès s'appuyera sur un socle commun de données (issues de banques de données nationales lorsqu'elles existent), rattaché à un chainage géographique, sur toutes les communes de France. Néanmoins, pour tenir compte de la spécificité de certains territoires (par exemple, une commune littorale, une commune située en zone inondable, etc.), certaines données spécifiques pourraient être également mobilisées
21. Le projet « Données près de chez moi » doit être présenté pour avis dans plusieurs instances (GCiB, CPU SIE, MAP Communication, Costrat SIE). Le Comité de pilotage Eaufrance validera les options retenues.
22. Les membres du GVI proposent que le prototype qui sera développé d'ici la fin de l'année 2014 soit ensuite soumis à un banc de test (panel de citoyens « non sensibilisés ») de manière à effectuer les ajustements nécessaires. Cette option sera étudiée dans le cadre de la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui va accompagner la refonte du portail *Eaufrance*.

Focus « data.eaufrance » (qui devient une des interfaces du futur portail Eaufrance)

23. Les données « eau » sont versées au data.gouv.fr depuis décembre 2011. Elles sont cependant noyées au milieu de l'ensemble des données publiques et du coup peu visibles. C'est ce constat qui a entraîné la mise en œuvre d'un data.eaufrance.fr, accessible à tous mais destiné à un public expert, en janvier 2013.
24. Pour cette interface, les enjeux sont désormais les suivants :
 - une alimentation régulière en jeux de données dans le cadre du calendrier prédéfini du *Plan d'actions d'accès aux données* ;
 - un moissonnage par le data.gouv.fr ;
 - une amélioration de la visibilité des réutilisations possibles ;
 - des actions de communication pour valoriser le travail effectué : il est notamment prévu cette année de promouvoir le site sur la page d'accueil du

portail *Eaufrance*, communiquer dans la lettre Rés'eau, etc. D'autres actions sont à mener notamment en articulation avec les sites web de l'Onema et du ministère chargé de l'environnement.

Indicateurs sur l'eau et les milieux aquatiques

25. La *base Indicateurs* est en production, accessible sur <http://www.indicateurs.sie.oieau.fr/>. Les documents et l'interface d'aide en ligne sont en cours de réalisation. Les « responsables » de tableaux de bord ou d'indicateurs seront contactés individuellement cette année pour valider les informations pré-renseignées.
26. L'organisation de la mise en production de *l'outil de visualisation cartographique* (qui devient aussi une interface du futur portail Eaufrance) est en cours. Pour tester la majorité des fonctionnalités qui seront accessibles, les partenaires peuvent consulter l'application de démo : <http://applications.dbxgeomatics.com/onema2/onema.html>. Des améliorations ergonomiques doivent encore être apportées pour assurer la « meilleure accessibilité et compréhensibilité des données » attendue dans la *Feuille de route pour la transition écologique*, mais les délais fixés par le *Plan d'actions d'accès aux données* seront respectés. Dès l'ouverture de l'application au public, les membres du GVI seront informés par mail.
27. En parallèle de la finalisation des outils (base Indicateurs, outil de visualisation cartographique), les jeux de données qui seront diffusés à travers ces outils doivent être préparés. Les membres du GVI font part de leurs remarques sur la première liste présentée en séance :
 - la diffusion des données d'état des eaux issues des *états des lieux 2013* fait débat :
 - i. destinées à un rapportage interne (pour la DEB), elles n'auraient pas vocation à être diffusées à tous ;
 - ii. la diffusion de données 2013 aujourd'hui, alors que des données potentiellement différentes seront diffusées dans le cadre du rapportage DCE 2015, peut entraîner une mauvaise lecture de la Commission européenne et exposer la France à un contentieux ;
 - iii. le fait de diffuser, en 2014, des données 2009 (réalisées sur la base de mesures en 2007 et 2008) peut entraîner une incompréhension du public internaute sur la « transparence de la politique publique de l'eau » ;
 - iv. le SOeS a fait le choix, pour l'élaboration de son rapport sur l'état de l'environnement, d'utiliser les données des *états des lieux* et de les restituer dans un cadre précis : au sein d'un document de synthèse, et de manière agrégée. Cependant, étant en possession de ces données, il serait obligé de les diffuser si la demande lui en était faite. C'est également le cas de l'Onema.
 - outre la question de la diffusabilité des données du rapportage interne des *états des lieux*, le bassin Rhin-Meuse s'interroge sur l'opportunité d'ajouter les données de pression : l'exploration, en cours, de ces données par l'Onema permettra d'éclairer cette question ;
 - le choix de l'IPR ou l'IBGN pour illustrer l'état des eaux semble accueilli positivement, mais le bassin Rhône-Méditerranée et Corse s'interroge sur le SEEE identifié comme source potentielle, dont le contenu n'est pas validé ;
 - le choix de ces mêmes indicateurs pour illustrer la biodiversité questionne le bassin Rhin-Meuse, qui propose d'utiliser plutôt des jeux de données de diversité spécifique ;
 - le choix des hauteurs d'eau des obstacles à l'écoulement pour illustrer la continuité écologique semble accueilli positivement, mais le bassin Rhin-Meuse fait remarquer que la dernière année disponible est probablement plus pertinente que l'historique proposé, dans la mesure où l'inventaire des obstacles

n'est pas encore stabilisé ;

- enfin, le bassin Rhin-Meuse propose d'ajouter le QMNA5 (débit d'étiage) pour illustrer l'hydrologie.

Les membres du GVI sont invités à poursuivre leurs propositions et remarques directement par mail **jusqu'au 28 avril**. Comme l'interface « Données près de chez moi », l'interface « indicateurs » doit être présentée pour avis à d'autres instances (GCiB, CPU SIE, Costrat SIE). Le Comité de pilotage Eaufrance validera les options retenues, en tenant compte des avis émis.

28. Lorsque le développement des outils (base Indicateurs, outil de visualisation cartographique) sera achevé, le travail sur les fiches thématiques reprendra (pas avant l'automne 2014, donc).

Programme de valorisation des données 2014

29. Le tableau de suivi (fichier complet – format .xls) est à jour, mais les partenaires sont invités à signaler toute incohérence : ce fichier trace tout ce qui a été programmé, réellement réalisé, reporté ou abandonné. L'état d'avancement du *programme* présenté en séance (extrait – format .doc) ne présente que ce qui est réellement en cours ou réalisé.

30. Pour rappel, le *programme de valorisation* ne porte que sur les synthèses de données issues du SIE. Cela n'empêche pas la diffusion web de synthèses faisant appel à d'autres données sur l'eau (hors SIE), en particulier dans la rubrique accessible sur le site Eaufrance : www.eaufrance.fr/comprendre/les-donnees-sur-l-eau/les-documents-du-sie.

31. Par rapport au programme 2014 présenté en séance, les membres du GVI émettent plusieurs suggestions :

- l'intégration des exploitations en cours sur la campagne exceptionnelle d'analyse des substances (travaux Ifremer sur les eaux littorales et travaux Ineris sur les eaux continentales, qui doivent être achevés en 2014) et la possibilité de réalisation d'un document de synthèse sur ce sujet, toutes catégories d'eau confondues (probablement pour 2015) : un rapprochement doit donc être effectué avec la DAST, en charge de ces projets ;
- la faisabilité d'une exploitation des données de pression issues du rapportage DCE 2010 et du rapportage interne 2013 : l'exploration des données, en cours, ne permet pas à ce jour de garantir la faisabilité d'une telle exploitation nationale, dans la mesure où le mode de renseignement des données est hétérogène d'un bassin à l'autre ; mais cette exploration doit être consolidée pour valider (ou non) le projet d'un document de synthèse pour 2015 ;
- la faisabilité d'une valorisation des données « eau » consolidées dans le cadre du rapportage « habitat, faune, flore » (et sous forme de publication, et sous forme web) : ce point a fait l'objet de discussions au sein de l'Onema mais reste à étudier plus précisément, de manière à programmer (ou non) ces travaux pour 2015. Le bassin Artois-Picardie souligne un risque encouru : mettre en avant le fait que les données « autres que eau » ne sont pas mises en valeur par le SINP.

32. Une des réflexions actuelles de l'Onema porte sur la réalisation de bulletins annuels présentant des informations récurrentes sur différentes thématiques. Par exemple, les données sur les délégations de services publics bénéficient de ces bulletins (en collaboration avec AgroParisTech), et un travail similaire est en cours de réalisation sur les nitrates (en collaboration avec l'OIEau).

PROCHAIN GVI

33. La prochaine réunion du GVI aura lieu à l'automne 2014. Une date sera proposée rapidement, tenant compte du calendrier des autres groupes de travail et du GCiB.